



Fabrice
Balanche

« Trump envoie un message fort à la Chine » : les enjeux de la guerre
en Iran décryptés par Fabrice Balanche

**Propos recueillis par Baptiste Gauthey et Thomas Mahler, publié le 05/03/2026
dans l'[Express](#)**

L'Express : Israël et les Etats-Unis ont un objectif affiché similaire, abattre le régime iranien, mais n'ont-ils pas des motivations et des enjeux différents dans cette guerre ?

Fabrice Balanche : En abattant le régime iranien, Israël se débarrasserait définitivement de la menace nucléaire et balistique iranienne, comme du financement de ses proxys au Moyen-Orient (Hezbollah, Hamas...). C'est l'objectif de Netanyahu comme de l'État profond israélien. Pour Donald Trump, l'Iran, quoi qu'il en dise, n'est pas une menace directe pour les Etats-Unis. Difficile de croire qu'un missile iranien puisse frapper le sol américain. Ça fait partie de la propagande pour convaincre le citoyen américain. Mais les Etats-Unis veulent eux aussi empêcher l'Iran d'avoir un programme nucléaire et balistique. Contrairement aux Israéliens, la population américaine est plutôt opposée à cette guerre. Et Trump doit tenir compte des pétro-monarchies du Golfe, qui ont acheté leur sécurité à un prix élevé. Lors de sa tournée au printemps 2025 en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis (EAU) et au Qatar, le président américain a récolté 1000 milliards de dollars d'investissement, en échange de leur protection.

Avec sa Vision 2030 pour l'Arabie saoudite, Mohammed ben Salman (MBS) veut faire passer sa capitale Riyad de 6 à 15 millions d'habitants. Il a quasi abandonné son mégaprojet de Neom, mais les investissements restent colossaux. Or tout cela repose sur la confiance et la sécurité. Ces pays du Golfe sont des colosses aux pieds d'argile. Si l'Iran frappe leur système électrique, tout s'effondrerait et surtout ils n'auraient plus l'indispensable climatisation pour survivre sous ce climat aride. Mais, le pire serait la destruction des stations de dessalement d'eau de mer, car ils mourraient de soif en quelques jours. On a déjà vu le blocage du transit aérien comme des marchandises. N'oublions pas que le Koweït a mis vingt ans à se remettre de l'invasion irakienne de 1990... Là, si la confiance se brise pour ces pays du Golfe, la bulle immobilière peut éclater et le château de sable s'effondrer. C'est pour ça que l'Arabie saoudite, le Qatar et les EAU ne voulaient pas de cette guerre. Trump doit quand même tenir compte de ces pays qui sont ses meilleurs clients.



Source: Fabric Balanche



Ce document a été téléchargé sur le site <https://www.fabricebalanche.com>



*Fabrice
Balanche*

« Trump envoie un message fort à la Chine » : les enjeux de la guerre en Iran décryptés par Fabrice Balanche

réaction militaire forte d'Israël, quitte à nouveau semer le chaos au Liban...

Le Hezbollah a appliqué l'ordre iranien. C'est très mal vécu par la population au Liban, y compris par les chiites. Le pays se remet à la peine de la guerre de 2024. Les Libanais sont catastrophés, car Hezbollah n'est absolument pas en capacité de pouvoir résister à une nouvelle offensive israélienne dont on sait qu'elle sera forte. La preuve, c'est que l'armée libanaise s'est retirée du sud du Litani, ne souhaitant pas se prendre de mauvais coups. Normalement, le Hezbollah avait jusqu'au 31 décembre 2025 pour déposer des armes. Mais l'armée libanaise, composée aux trois-quarts de chiites, est incapable de désarmer la milice.

La situation rappelle aujourd'hui celle de la guerre de 2006. Les Israéliens s'étaient retirés du Liban depuis 2000. Le Hezbollah était de plus en plus critiqué, et le pays connaissait une certaine prospérité économique, les projets de Rafiq Hariri commençant à porter leur fruit. Durant l'été 2006, de nombreux touristes du Golfe étaient présents dans le pays. Les Libanais se sont donc demandé pourquoi le Hezbollah gardait ses armes et ont commencé à exiger son désarmement. La milice a provoqué l'armée israélienne en attaquant une patrouille du côté des fermes de Chebaa, une zone contestée entre le Liban et Israël, ce qui a déclenché la guerre. Ce fut une catastrophe pour le pays, mais le Hezbollah a parlé de « de divine victoire », ce qui a permis à son leader Nasrallah de justifier le fait de garder les armes.

Si les Israéliens lancent une offensive terrestre, cela risque de mal se passer. Ils vont plutôt occuper les points hauts au Sud du Liban pour éviter d'évacuer à nouveau le nord de la Galilée, comme en 2023. Avec leur dôme de fer, ils peuvent intercepter les roquettes parce que celles-ci ont un tir ellipsoïdal. Mais les tirs droits d'un fusil anti-char peuvent toucher les villages du nord d'Israël. Je doute que Tsahal se risque à aller plus loin à l'intérieur du Liban. En revanche, si les bombardements font beaucoup de victimes civiles, cela peut déclencher une émotion similaire au massacre de Cana en 2006 ou plus récemment le soi-disant bombardement de l'hôpital Al-Shifa à Gaza, avec un impact sur le soutien à Israël de la part des pays occidentaux. Les opinions publiques sont changeantes et très sensibles aux pertes civiles, qui pourraient être déformées et amplifiées par la propagande du Hezbollah.

En quoi la Chine, grande rivale des Etats-Unis, serait-elle une raison essentielle dans leur choix d'attaquer l'Iran ?

La Chine est l'obsession prioritaire dans les cercles de pouvoir et les think tanks à Washington depuis quinze ans. Toute la stratégie américaine dans le monde, aujourd'hui consiste à rester la première puissance et à empêcher la Chine de la dépasser.



« Trump envoie un message fort à la Chine » : les enjeux de la guerre en Iran décryptés par Fabrice Balanche

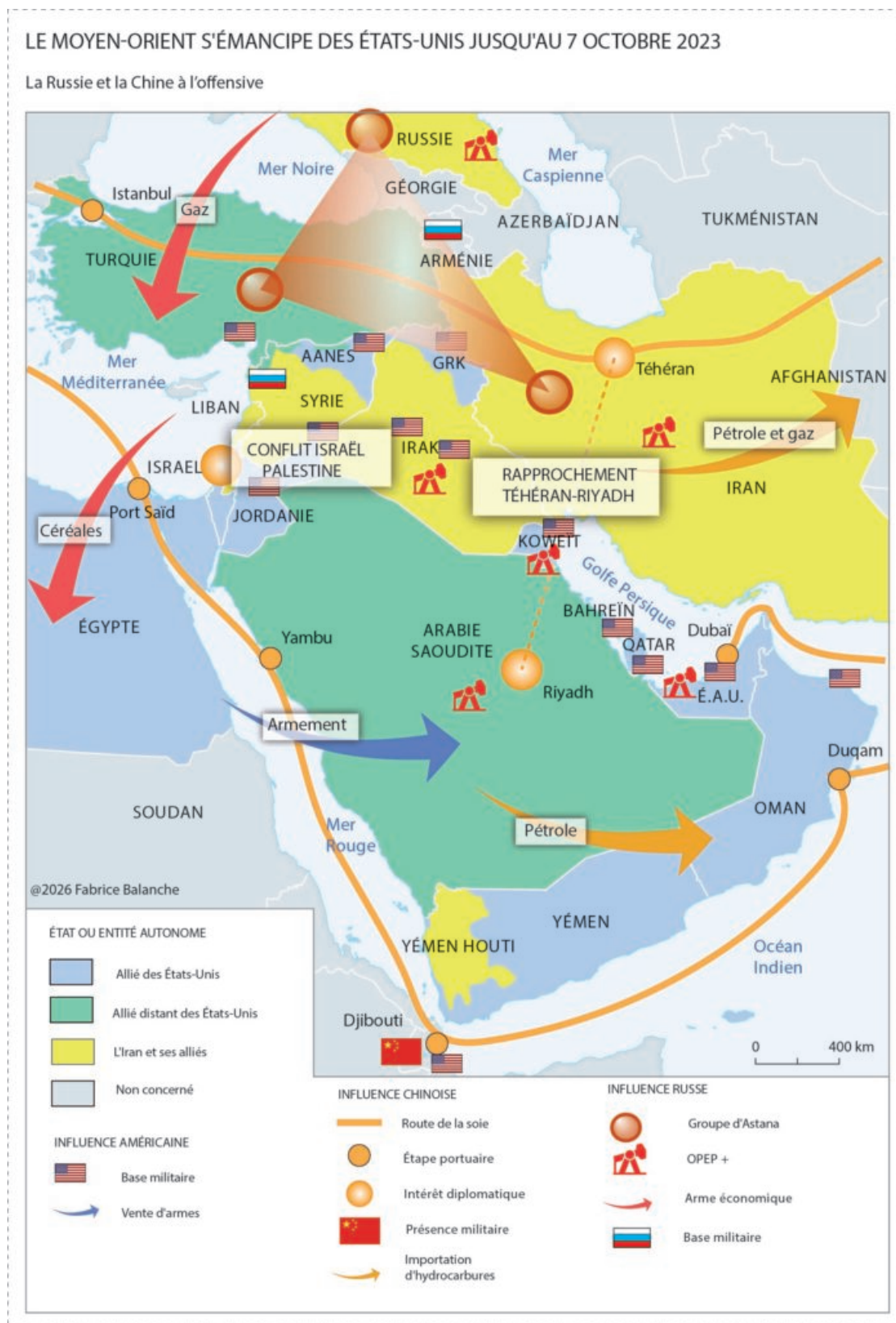
Barack Obama avait mis fin à l'occupation militaire américaine de l'Irak, en 2011, parce que pendant ce temps-là, la Chine connaissait une croissance économique forte et était devenue la deuxième puissance économique du monde. Il y a eu un pivot de la politique étrangère américaine vers l'Asie-Pacifique. Obama a aussi lancé le traité sur le nucléaire iranien (JCPOA) pour avoir un Moyen-Orient apaisé, dans lequel les Américains ne soient pas obligés d'intervenir en permanence, afin de pouvoir pleinement se concentrer sur l'objectif chinois. Mais on sait que la géopolitique a horreur du vide, et les Chinois ont donc essayé d'y remplacer les Américains.

Durant la même période, sur plan énergétique, les Etats-Unis ont connu un boom du pétrole et du gaz de schiste et ont mis en service des champs pétroliers en Alaska. Obama savait très bien que les États-Unis étaient obligés d'intervenir au Moyen-Orient pour assurer leur sécurité énergétique. Il faut se rappeler qu'en 1990, lorsque Bush père mène la guerre contre l'Irak, les États-Unis importent alors 45% de leur pétrole. Le Moyen-Orient était indispensable à leur sécurité énergétique. Mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas, les Etats-Unis étant devenus des exportateurs nets d'hydrocarbures depuis 2020. 50% du pétrole irakien est ainsi exploité par des sociétés chinoises, alors que la production de ce pays représente 4,5 millions de barils par jour, ce qui le place au 5^{ème} rang mondial. A titre de comparaison l'Arabie Saoudite produit 9 millions de barils par jour. Les compagnies occidentales s'étant retirées de la région, la grande majorité des hydrocarbures partent vers l'Asie. Près de 40% des hydrocarbures passant par le détroit d'Ormuz vont en Chine. Et c'est le cas de 99% du pétrole de l'Iran, que Téhéran est obligé de vendre à Pékin à prix cassé du fait des sanctions.

Pour les Etats-Unis, contrôler les hydrocarbures du Venezuela et aujourd'hui ceux de l'Iran entre ainsi dans une stratégie globale de priver la Chine d'une énergie abondante et bon marché pour limiter justement sa croissance. A leurs yeux, le Moyen-Orient doit rester une chasse gardée américaine.



le Moyen-
Orient
s'émancipe
des Etats-Unis
avant le 7
octobre





Vous qualifiez la politique étrangère actuelle de Donald Trump de retour à un « réalisme offensif ». N'est-ce pas lui prêter trop de profondeur stratégique ? On a constaté la confusion et l'embarras de son administration pour justifier cette intervention en Iran, Marco Rubio et Trump avançant des raisons contradictoires...

Il y a clairement eu des couacs de communication. Mais mettre la main sur les hydrocarbures, dans la perspective de la rivalité prioritaire avec la Chine, n'a rien d'une pensée très profonde. Trump n'a pas fait Sciences Po, mais c'est un magnat de l'immobilier qui aime faire des coups, confondant d'ailleurs souvent ses intérêts personnels et les intérêts de ses soutiens- dont le lobby pétrolier- avec ceux de son pays. Autour de lui, cependant, il y a des think tanks qui réfléchissent. J'ai parlé avec un collègue de l'Hudson Institute, think tank très conservateur, qui m'a annoncé en octobre ce qui allait se passer au Venezuela, et en janvier ce qui est arrivé en Iran. Il existe donc une vraie stratégie derrière la personnalité médiatique de Trump. N'oublions pas que Ronald Reagan était un ancien acteur de seconde zone. Mais c'est quand même lui qui a remporté la guerre froide. Derrière un président, il y a des institutions, des centres de recherche, le Pentagone, la CIA, qui sont remplis de gens brillants qu'on ne voit pas sur les plateaux de télévision. Sur le devant de la scène, on retrouve aujourd'hui des démagogues comme J.D. Vance ou Marco Rubio. L'entourage de Donald Trump ne donne pas toujours une image sérieuse. On a l'impression que tout fonctionne selon les caprices d'un seul homme, mais il y a une vraie stratégie au sein de cette administration, focalisée sur la Chine.

Cette attaque va-t-elle porter ses fruits pour les Américains ?

Elle porte déjà ses fruits. Depuis le printemps arabe, les alliés traditionnels des États-Unis comme la Turquie ou l'Arabie saoudite avaient progressivement pris leurs distances pour se rapprocher de la Russie et de la Chine. Ils répondaient de moins en moins aux injonctions de l'administration américaine. En septembre 2022, le refus de MBS d'augmenter la production de pétrole, comme le lui avait demandé Joe Biden, pour répondre à la flambée des prix liée à l'embargo sur le pétrole russe, fut une douche froide pour Washington, habitué à ce que Riyad, en vertu du pacte du Quincy signé en 1945, régule sa production pétrolière en fonction des intérêts américains, les États-Unis garantissant en retour la sécurité du royaume. Que MBS se permette de dire non à Joe Biden – qui certes, ne faisait pas peur -, c'était un signal fort.

Aujourd'hui, avec le déploiement de cette armada, les États du Golfe prennent acte du retour de la puissance militaire américaine. Alors bien sûr, ces pays s'inquiètent pour leurs intérêts économiques et financiers immédiats, ils craignent pour leurs capitales. Mais ils constatent surtout que les États-Unis restent une puissance mondiale avec laquelle on ne peut pas jouer.

Et ça n'est pas la première fois que les Américains envoient ce message. En septembre, la frappe israélienne contre le siège du Hamas à Doha, qui n'avait pas pu être menée sans l'aval de Washington, avait déjà servi d'avertissement au Qatar, jugé trop proche de l'Iran. Et ça fonctionne, car des États qui avaient entamé un rapprochement avec la Chine et la Russie semblent aujourd'hui revenir prudemment dans le giron des États-Unis. L'enjeu, désormais, c'est que ça ne se termine pas en un borborygme comparable à l'Irak.

Comment réagit la Chine ? On imagine que Pékin ne va pas laisser faire...

Les Chinois ont conscience de cette stratégie, et ils l'ont anticipée. Au Venezuela, les Chinois ne pouvaient pas faire grand-chose, car c'est le pré carré américain. Mais ils résistent ailleurs, au Brésil par exemple, où ils ont d'énormes intérêts économiques. Ils tentent aussi de se rapprocher de l'Europe, comme en témoigne le coup de téléphone passé entre Jean-Noël Barrot et Wang Yi (NDLR : le ministre des Affaires étrangères et directeur du bureau de la Commission centrale des affaires étrangères du Parti communiste chinois). Sur le plan militaire, ils ont fournis du matériel aux Iraniens, comme du carburant pour les missiles. D'ailleurs, l'Iran utilise des missiles nord-coréens modernisés par les Chinois. Il semblerait qu'il y aurait aussi des drones sous-marins chinois. Bref, Pékin tente de contenir la puissance américaine, et éviter un changement de régime à Téhéran, mais sans trop s'engager tout de même.

La Chine pourrait se poser en médiatrice, en poussant l'Iran à renoncer à l'arme nucléaire en échange d'une garantie que les États-Unis n'ailleurent pas jusqu'à pousser un renversement du régime, et ne mettent pas la main totalement sur les ressources énergétiques du pays. Les bateaux militaires chinois croisent dans l'Océan Indien. La Chine dispose d'importants points d'appui militaires dans la région, comme à Djibouti où se trouve une mégabase avec près de 5 000 hommes et beaucoup de matériel, ou le port de Gwadar au Pakistan. Ils surveillent de très près ce qui se passe. Enfin, le blocage du détroit d'Ormuz par les Iraniens peut être interprété aussi comme un moyen, pour Téhéran, de faire pression sur son allié chinois afin de l'inciter à intervenir pour lui venir en aide, car c'est Pékin qui est le plus impacté.

La stratégie iranienne, qui consiste à propager le chaos dans le Moyen-Orient, fonctionne-t-elle ?

C'est une stratégie irréaliste et suicidaire, même si elle a une logique si on se place du point de vue du régime iranien, qui a sa propre perception des choses. À Téhéran, il y a ce sentiment qu'il s'agit du seul moyen à leur disposition pour éviter d'être éliminé par les États-Unis. Sauf que les dirigeants iraniens n'ont pas une vision très objective des rapports de force. Ils raisonnent dans une bulle idéologique et paranoïaque, qui les conduit à surestimer



Fabrice
Balanche

« Trump envoie un message fort à la Chine » : les enjeux de la guerre
en Iran décryptés par Fabrice Balanche

certaines soutiens et à mal comprendre la réalité régionale. Par exemple, ils sont persuadés qu'au Liban, la population chiite va massivement se mobiliser aux côtés du Hezbollah, ou encore que des soulèvements pourraient éclater dans les monarchies du Golfe contre des régimes jugés trop conciliants avec l'Occident et trop peu engagés dans la cause palestinienne.

C'est oublier un peu vite que la question palestinienne n'intéresse plus grand monde dans la région. Au Qatar, aux Émirats, à Bahreïn, en Arabie saoudite, je n'ai quasiment entendu personne en parler récemment. Domine même une forme de lassitude, voire d'égoïsme, vis-à-vis de la cause palestinienne, car beaucoup estiment avoir financé pendant des décennies un combat sans résultat tangible. En public, il est encore de bon ton d'afficher sa solidarité avec la Palestine. Mais si vous discutez avec les gens en privé, que ce soit un chauffeur de taxi, un commerçant ou un responsable politique, le discours est tout autre. En off, plusieurs responsables disent très clairement qu'il n'y aura pas de financements pour reconstruire Gaza. MBS lui-même l'a dit récemment : il préfère garder l'argent pour son propre peuple.

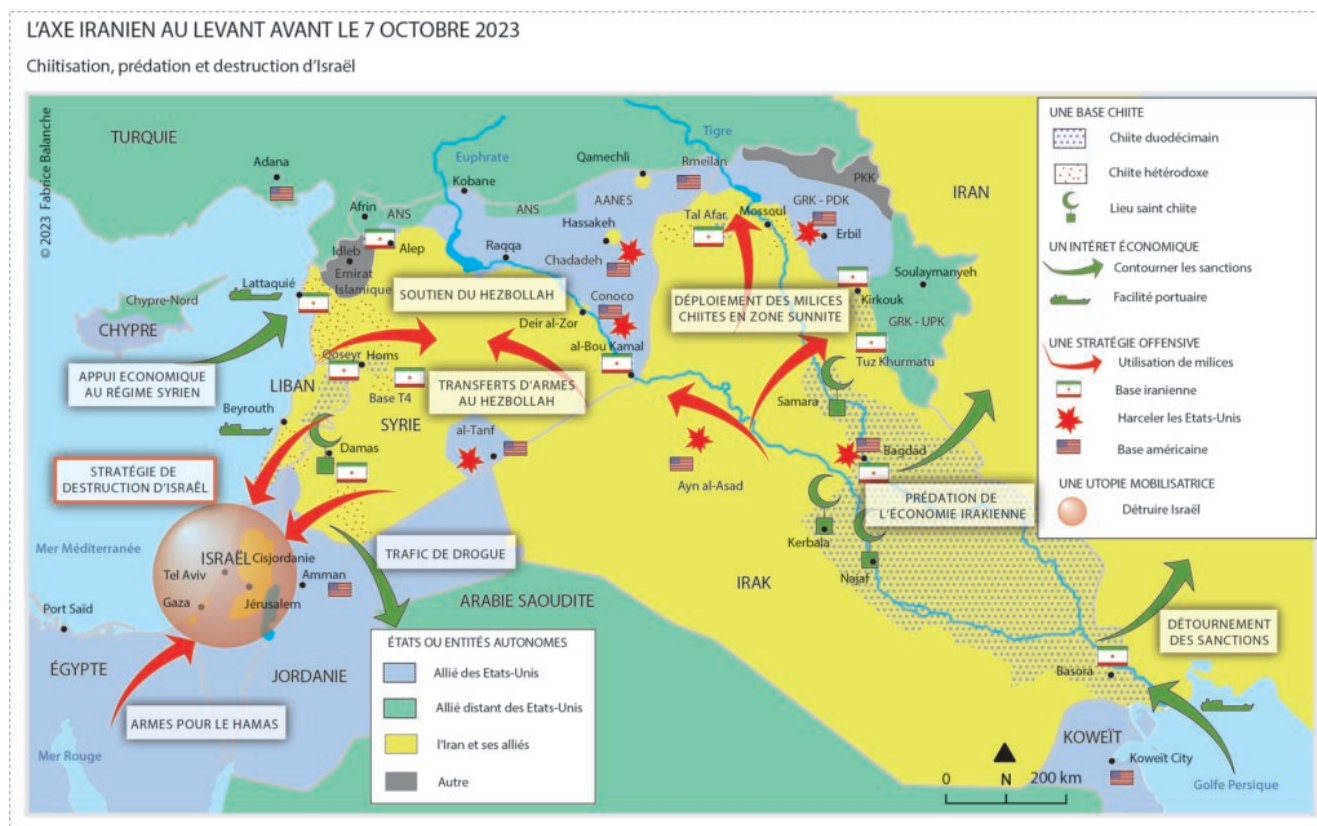
Enfin, je pense que les Iraniens surestiment la volonté de la Chine à les défendre. Ils ne voient pas que les Chinois sont dans une tout autre logique. On l'a vu déjà en Syrie avec Bachar el-Assad, qui pensait naïvement que la Chine participerait à la reconstruction du pays. Mais après une visite à Pékin en 2023, il a dû se rendre à l'évidence que les investissements chinois ne viendraient pas. Simplement parce que du point de vue de Pékin, ni la Syrie ni l'Iran ne sont au centre du jeu. Ils ne vont pas rentrer dans une confrontation stérile avec les États-Unis pour défendre à tout prix un régime qu'ils jugent irresponsable et très affaibli.

Le régime iranien a donc été totalement aveuglé par son idéologie...

Absolument. La stratégie régionale de l'Iran, depuis la chute de Saddam Hussein, en 2003, a reposé en grande partie sur la construction d'un « axe » reliant Téhéran à la Méditerranée via l'Irak, la Syrie, et le Liban. Cela n'a pas trop mal fonctionné entre 2017 et 2024, ils sont parvenus à établir une continuité territoriale entre Téhéran et Beyrouth. Mais cette architecture s'est heurtée à la faiblesse démographique des chiites dans la région. La Syrie, par exemple, est majoritairement sunnite, et les chiites duodécimains ne représentent que 1 % de la population, si on ajoute les alaouites, les druzes et les ismaéliens, minorités assimilées au chiisme, seulement 15%.



en Iran décryptés par Fabrice Balanche



Les dirigeants iraniens ont été aveuglés par leur idéologie, ils ont surestimé la capacité de leurs discours sur « l'axe de la résistance », la lutte contre Israël et la défense de la cause palestinienne, à rallier à leur camp les populations arabes sunnites. La réalité est bien différente : les clivages confessionnels restent très puissants, et la mobilisation autour de la cause palestinienne ne suffit pas à surmonter les rivalités entre sunnites et chiites.

Dorénavant, la question qui se pose, c'est celle de la cohésion interne de l'Iran, les Perses ne représentant plus qu'environ 50 % de la population. Leur fécondité a fortement chuté, passant sous les 1,5 enfant par femme, tandis qu'elle reste plus élevée dans certaines minorités comme les Baloutches, qui sont entre trois et quatre enfants par femme, ou les Kurdes, autour de trois enfants par femme. Sauf que certaines de ces populations sont clairement discriminées. Les Azéris, chiites, sont eux davantage intégrés et associés au pouvoir. Mais le contraste entre leur situation et le développement économique de l'Azerbaïdjan voisin pourrait, à terme, fragiliser cette solidarité confessionnelle...

Et la Russie de Vladimir Poutine dans tout ça ?

Les Russes sont occupés en Ukraine, c'est vraiment leur priorité. On a vu Donald Trump faire

des offres de paix à Poutine extrêmement favorables : reconnaissance de l'annexion de la Crimée, transfert de l'intégralité du Donbass à une entité prorusse, retrait du soutien militaire américain à Volodymyr Zelensky... On peut peut-être imaginer l'existence d'un arrangement tacite entre Washington et Moscou, de manière que Poutine n'intervienne pas en Iran et ne fournisse pas d'armes ou de matériel.

Il faut dire que les relations entre Moscou et Téhéran, ces dernières années, se sont nettement dégradées. En réalité, Poutine a été très déçu par les Iraniens. Lorsque la Russie est intervenue militairement en Syrie, en septembre 2015, elle a sauvé le régime de Bachar el-Assad et l'axe iranien au Proche-Orient. À l'époque, les Russes avaient trouvé un accord avec Israël pour qu'ils laissent faire, à condition que les Iraniens ne s'approchent pas du Golan, ne descendent pas au sud de Damas et n'utilisent pas la Syrie pour menacer Israël. Mais les Iraniens n'ont pas tenu leurs engagements. Surtout, l'objectif idéologique de confrontation avec Israël des Iraniens est en contradiction avec les intérêts plus réalistes de Moscou, qui cherchent plutôt à maintenir de bonnes relations avec l'État hébreu, où vivent environ un million et demi de juifs d'origine russe.

Le sauvetage du régime de Bachar al-Assad avait aussi pour but de restaurer l'image de la Russie comme une puissance mondiale et de retrouver des alliés stratégiques parmi les pays du « Sud global ». Depuis 2015, Poutine cultivait l'image d'un dirigeant capable de sauver des régimes alliés menacés par des soulèvements, tandis que les puissances occidentales avaient abandonné leurs alliés comme Ben Ali en Tunisie ou Hosni Moubarak en Égypte. Le message adressé aux autocrates du « Sud global », c'était que la Russie ne se préoccuperait pas des humeurs de leur population, et leur fournirait les moyens de les maintenir au pouvoir. Cette promesse apparaît aujourd'hui beaucoup moins crédible. Donc Poutine en veut aux Iraniens.

Vous avez dit que « Trump va aller jusqu'au bout ». Est-ce que cela signifie que les États-Unis pourraient intervenir au sol pour influencer sur le futur du régime en Iran ?

Donald Trump met la barre très haut avec l'objectif de changement de régime, mais pourrait revoir ses ambitions à la baisse si la situation se révélait plus complexe que prévu. Une autre option serait un scénario « vénézuélien », c'est-à-dire un changement à l'intérieur du régime, avec des élites iraniennes qui accepteraient l'abandon du nucléaire, des missiles balistiques. Car il y a bien, au sein des élites politiques, un courant qui considère qu'il faudrait arrêter avec le Hezbollah et le programme nucléaire, et se concentrer sur le développement économique du pays. Mais, jusqu'à présent c'est le courant opposé qui dirige le pays, celui qui estime que l'Iran a besoin de la bombe atomique pour sanctuariser son territoire et des



*Fabrice
Balanche*

« Trump envoie un message fort à la Chine » : les enjeux de la guerre en Iran décryptés par Fabrice Balanche

proxys pour se faire craindre dans le cadre d'une stratégie régionale impérialiste. Si la ligne isolationniste l'emportait, cela pourrait être une solution acceptable pour Trump. Reste encore à savoir s'ils peuvent réellement s'imposer.

Quant au scénario d'un véritable changement de régime, il faudrait une opposition armée capable de prendre le pouvoir. Or, les Gardiens de la Révolution et les milices Basij restent puissants et profondément déterminés à sauver le système, dont ils tirent leurs privilèges. Surtout que la peur des représailles en cas de chute de régime doit certainement renforcer leur détermination. Pour le moment, il n'existe aucune opposition armée suffisamment forte pour renverser le pouvoir. Il y a bien eu des insurrections périphériques, comme celles du Baloutchistan. Mais ces dernières années, elle s'est beaucoup affaiblie. Il faudrait certainement le soutien du Pakistan pour qu'elles reprennent de l'ampleur. Du côté des Kurdes, qui représentent environ 15 % de la population iranienne, il y a quelques organisations comme le Komala ou le PJAK, basées dans le nord de l'Irak. J'ai rencontré certains de leurs responsables. Mais ils ne me semblent pas en mesure de renverser le régime iranien, ni même d'ailleurs de reprendre le contrôle du Kurdistan iranien. Et de toute façon, les Kurdes eux-mêmes ne souhaitent pas réellement être à l'avant-garde d'une insurrection contre Téhéran. Car, ils ne veulent pas être, comme leurs frères syriens, ensuite abandonnés à leurs ennemis par ceux qui les ont encouragés à se révolter.

Reste enfin l'hypothèse d'une intervention militaire directe, avec troupes au sol. Une sorte « d'armée de libération » américaine, qui remonterait jusqu'à Téhéran en entraînant la population derrière elle, comme elle l'a fait en Irak en 2003. Je doute que les États-Unis soient prêts à aller jusque-là. L'Iran est plus grand que l'Irak, et le régime iranien moins affaibli que ne l'était celui de Saddam Hussein à l'époque.